



## Académie des sciences d'outre-mer

### *Les recensions de l'Académie*<sup>1</sup>

***Ismaël contre Israël : genèse du conflit israélo-arabe / Esther Benfredj***  
**éd. Desclée de Brouwer, 2017**  
**cote : 61.368**

Le conflit israélo-arabe aurait-il son origine il y a plus de trois mille ans dans le désir de vengeance d'Ismaël, fils adultérin de Jacob, contre Israël, le fils légitime ? L'auteur ne remonte pas si loin dans la Genèse. C'est plus près de nous au XIX<sup>e</sup> siècle que s'annonce le choc entre les nationalismes arabes et le sionisme.

La première partie de l'ouvrage évoque la naissance et l'évolution de ces mouvements. En 1847 se fonde au Liban la première société arabe, celle des arts et sciences. En fait c'est une initiative culturelle pour promouvoir la langue arabe par réaction contre la domination ottomane. Le problème arabe se pose vraiment en 1908 avec l'arrivée des Jeunes Turcs au pouvoir de la Sublime Porte. Le nationalisme arabe acquiert une place importante à partir de 1913, réclamant l'existence d'une nation arabe.

Pendant la Première Guerre mondiale les Britanniques avec l'action de Laurence d'Arabie contribuent à l'émergence de royaumes arabes. En Palestine, l'achat des terres arabes par des immigrants juifs de plus en plus nombreux est contestée par les nationalistes et font du grand Mufti de Jérusalem, Hadj Amin al-Hussein, très hostile au sionisme, le fondateur du nationalisme palestinien ; il encourage et organise le recours à la violence.

A la fin de la Seconde Guerre mondiale est constituée en mars 1945 la Ligue des États arabes. En 1952 Nasser devient la figure emblématique du nationalisme arabe. Dans les années 1960 le panarabisme glisse au panislamisme. L'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) est fondée puis dans les années 1970 le Jihad islamique et en 1980 le Hezbollah apparaissent. Tous ont le même objectif, éliminer le jeune État d'Israël.

Le sionisme est fondé en 1886 par un journaliste autrichien Nathan Birnbaum en 1886. Il milite pour le retour des Juifs en Terre Promise, la Palestine. Le mouvement devient politique avec la publication du livre de Théodor Herzl, *Der Judenstaat*, en 1894 qui se prononce en faveur de la création d'un État juif en Palestine. L'immigration juive se développe alors considérablement. L'achat des terres arabes arides et leur mise en culture donnent naissance à la pratique collectiviste du kibboutz. L'accord Fayçal Weizmann du 3 janvier 1919 concrétise l'entente entre Arabes et Juifs de Palestine.



<sup>1</sup> Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).  
Basé(e) sur une œuvre à [www.academieoutremer.fr](http://www.academieoutremer.fr).



## *Académie des sciences d'outre-mer*

Le problème du statut de Jérusalem devient après la Seconde Guerre mondiale la pierre d'achoppement du nationalisme arabe et du sionisme. Le conflit s'envenime lorsqu'en novembre 1947 l'Assemblée générale de l'ONU décide l'internationalisation de la ville. Les Etats arabes s'y opposent. Des milliers d'habitants arabes quittent alors Jérusalem et s'exilent en Jordanie ou au Liban. La Jordanie administre la vieille ville jusqu'à sa conquête par les Israéliens à la suite de la Guerre des Six Jours en juin 1967. En 1995 les Etats-Unis reconnaissent Jérusalem comme capitale de l'Etat hébreu et envisagent d'y transférer leur ambassade située à Tel-Aviv, ce qui n'a pas encore été réalisé. Pour les Palestiniens, leur capitale de leur futur Etat doit être Jérusalem-Est.

La deuxième partie du livre rappelle d'abord les positions opposées des différents partenaires aux prises avec le problème de la Palestine avant le mandat britannique donné par la Société des Nations (SDN). La France et la Grande Bretagne concluent les fameux accords Sykes-Picot se répartissant le partage des anciens territoires de l'empire ottoman, la Syrie, le Liban et la Palestine. Le futur roi Fayçal ne s'intéresse qu'à l'Arabie que lui ont promise les Anglais. Les Arabes restent foncièrement hostiles à l'idée d'un foyer juif en Palestine tandis que l'immigration juive s'y accroît.

C'est dans ce contexte que débute le mandat britannique sur la Palestine en 1920. Le système nouveau des mandats de la SDN introduit dans le droit international l'idée de la mission civilisatrice des nations européennes chargées d'un mandat. Tandis qu'au Liban la France entend protéger les Chrétiens, les Anglais prennent en compte dans le texte mandataire la déclaration Balfour reconnaissant le lien historique du peuple juif avec la Palestine. C'était mettre le ver dans le fruit ! Les sionistes ont aussitôt prôné la renaissance de la nation juive sur le sol de l'ancien royaume d'Israël. La situation est alors devenue inextricable.

Tout au long de leur mandat les Britanniques ont cherché à asseoir leur légitimité à grand renfort de commissions d'enquête et de Livre Blanc. Sous la pression arabe ils ont préconisé des mesures restrictives à l'égard des Juifs alors même que ces derniers étaient le moteur économique de la Palestine. Ce double jeu a déclenché les protestations des sionistes sans apaiser les Arabes. Bien au contraire ceux-ci sous la direction du mufti de Jérusalem déclenchèrent une révolte de grande ampleur aboutissant à une grève générale en 1936.

Malgré l'arrêt de l'immigration juive et de la vente des terres aux Juifs les émeutes ont continué, jusqu'à l'entrée en lice des nouveaux Etats voisins, la Transjordanie, l'Irak et la Jordanie appelés à l'aide par les Anglais pour tenter de mettre un terme au conflit. C'était ainsi porter l'arabisation du conflit à l'échelle internationale. La commission royale de Lord Peel en 1937 aboutit à un projet de partage de la Palestine mandataire en deux Etats ; il permettait d'établir pour les Juifs un Etat national leur faisant échapper à la domination arabe. Mais le mufti maintint son opposition et s'éleva contre toute idée de rattachement de la Cisjordanie à la Transjordanie. Hadj Amin rejeta le Livre Blanc et en 1938 se retira au Liban.

La Seconde Guerre mondiale allait entraîner une organisation nouvelle qui ne pourrait que constater l'échec de la nation mandataire à régler un conflit qui embrasait de plus en plus violemment tout le Proche Orient. L'implication des Nations Unies et des grandes puissances



## *Académie des sciences d'outre-mer*

dans le conflit israélo-palestinien fait l'objet de la troisième partie de l'ouvrage. A l'issue de la guerre en 1945 la situation géopolitique de la région a radicalement changé.

La question se pose d'emblée du devenir des mandats de l'ancienne SDN. L'accord Roosevelt Ibn Séoud, roi d'Arabie, de février 1945 était assorti de la promesse américaine de ne pas soutenir le projet national sioniste. Or dès le 29 novembre 1947 l'Assemblée générale des Nations Unies adoptait sa fameuse résolution 181 décidant le partage de la Palestine en deux Etats, juif et arabe, à l'expiration du mandat britannique le 14 mai 1948. Un déferlement de violence s'en suivit jusqu'en avril 1948. Le jour même de la fin du mandat, Ben Gourion proclamait la création de l'Etat d'Israël, aucun Etat n'étant déclaré côté palestinien.

Les armées arabes entrèrent aussitôt en guerre contre Israël. En dépit des multiples tentatives de conciliation (Conseil de Sécurité, mission Bernadotte) les hostilités se prolongèrent jusqu'à l'hiver 1949 et la signature des armistices entre les belligérants de février à juillet 1949.

La guerre froide a entraîné ensuite une nouvelle lutte d'influence des Etats Unis et de l'URSS sur Israël et les nations arabes. L'arrivée au pouvoir de Nasser en Egypte en 1952 introduit une nouvelle donne dans ce Proche Orient si complexe. En juin 1967 Israël déclenche la guerre préventive des Six Jours contre l'Egypte ; elle lui permet d'agrandir considérablement son territoire et d'entrer dans la vieille ville de Jérusalem. La question de ces territoires conquis va dès lors peser lourd sur les années suivantes.

En octobre 1973 les Egyptiens et les Syriens déclenchent la guerre du Kippour contre Israël ; elle cesse très vite sous la pression conjointe du Conseil de sécurité et des Etats unis. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) monte en puissance au Liban et en Syrie ; elle mène des actions terroristes tant en Israël qu'au Liban ; l'année 1976 est particulièrement sanglante. Après la conclusion d'un accord entre l'Egypte et Israël en 1979 et celui entre Israël et le Liban en 1983, Yasser Arafat quitte ce pays pour se réfugier à Alger où en 1988 il proclame la création d'un Etat palestinien qu'une centaine d'Etats reconnaissent en 1990. L'invitation à la Conférence de Madrid permet à l'Etat palestinien d'être associé pour la première fois à une réunion internationale sur un pied d'égalité avec Israël. Le processus de paix ainsi engagé aboutit aux accords d'Oslo en juillet 1993 entre Arafat et Rabin sous la houlette du président des Etats-Unis Bill Clinton.

La suprématie des Etats Unis dans la gestion du conflit s'affirme de nouveau en 1994 avec la conclusion d'un traité de paix entre Israël et la Jordanie ; un autre accord en 1995 organise l'ensemble des territoires palestiniens, y compris la bande de Gaza et la Cisjordanie. En janvier 1996 Yasser Arafat est élu premier président de la nouvelle Autorité palestinienne. Toutefois celle-ci voit son autonomie restreinte par un étroit contrôle israélien.

En juillet 2000 Bill Clinton tente de finaliser un règlement définitif du conflit en invitant Israéliens et Palestiniens à Camp David mais en dépit des concessions israéliennes la réunion se termine sur un échec du processus de paix, Yasser Arafat ne voulant pas renoncer à considérer Israël comme une intrusion en terre arabe.



## *Académie des sciences d'outre-mer*

Les années suivantes de nouvelles tentatives de rapprochement sont effectuées par la communauté internationale, Russie et Union Européenne notamment, en vain tandis que les Intifadas se succèdent dans les territoires palestiniens et que le Hamas installé à Gaza multiplie ses tirs contre Israël. Pour éliminer les attentats suicides et les actes terroristes depuis 2000 Israël décide en 2004 la construction d'un mur de sécurité entre son territoire et la Cisjordanie. La même année Yasser Arafat meurt à Paris et Mahmoud Abbas lui succède.

Les tirs de roquettes du Hamas sur Israël continuant, celui-ci déclenche une violente réaction militaire qui soulève l'indignation de la communauté internationale. Par ailleurs la fondation de colonies israéliennes en Cisjordanie renforce la difficulté d'une délimitation satisfaisante pour l'Autorité Palestinienne du territoire placé sous sa gestion. En 2012 Mahmoud Abbas obtient enfin des Nations Unies le statut intermédiaire d'Etat observateur non membre, maigre compensation pour « un Etat dépourvu de frontières et de capitale reconnue, coupé en deux entités ennemies sur deux territoires géographiquement séparés ».

En conclusion l'auteur se demande si l'on peut considérer la Cisjordanie et Gaza comme un véritable Etat. Le conflit israélo-arabe dépasse désormais les limites du Proche Orient alors que se livre entre l'Occident et le terrorisme de l'Etat islamique une guerre de civilisation. Israël ne devient-il pas le symbole de l'Occident en terre arabe ?

**Michel David**